

INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE N°3



➤ Les sondages géologiques.

RFF a besoin de faire des sondages des sols sur le tracé de la LGV, pour des raisons techniques.

L'arrêté préfectoral pris et affiché en mairie concerne uniquement **l'accès** aux propriétés privées. Pour faire des sondages il faut un arrêté d'**occupation temporaire** des propriétés privées (voir la loi du 29 décembre 1892).

En effet cette loi prévoit que pour l'extraction de matériaux, il faut une autorisation préfectorale d'occupation temporaire.

Donc pour l'instant **ces sondages sont illégaux**

Quelle est la différence entre un accès et une occupation :

- pour l'accès, il suffit de notifier au propriétaire, **par lettre recommandée avec accusé de réception** le passage, 5 jours avant les travaux.
- pour l'occupation, il faut par contre établir avant l'intervention un état des lieux accepté par les deux parties (l'entreprise et le propriétaire). En plus, l'arrêté est beaucoup plus lourd à prendre, puisqu'il doit citer l'ensemble des parcelles visées par les sondages.

Cet arrêté doit être affiché en mairie dans les communes concernées au moins dix jours avant, et doit être présenté à toute réquisition.

Que faire si vous êtes contacté ?

L'entreprise qui vous contactera sera, probablement l'entreprise « FONDASOL ».

- la notification doit se faire par lettre recommandée avec accusé de réception. Si ce n'est pas le cas vous pouvez vous considérer comme « non prévenu ».
- contactez immédiatement Nivelles Bidassoa (nivellebidassoa@gmail.com ou le 0559543155) ou les membres des comités de vigilance (=> [leurs coordonnées](#))
- indiquez nous le contenu exact de la lettre.
- Ne répondez pas favorablement aux contacts téléphoniques de l'entreprise de sondage.
- Ne signez pas d'accord amiable (procédure souvent utilisée par RFF pour ne pas appliquer la loi trop contraignante)

Que faire si vous n'êtes pas directement concerné par les sondages ?

- si vous connaissez des personnes dans le fuseau, non adhérentes à l'association, faites leur passer ces informations.
- Soyez vigilants : **si vous voyez des engins** ou des véhicules inhabituels **sur des terrains (communaux ou privés) prévenez les membres des comités de vigilance.**
- Tenez vous prêts à réagir à tout appel de rassemblement

➤ **24 raisons de dire non à la LGV.**

Nivelle Bidassoa a listé les 24 raisons de dire " Non à la LGV " et rédigé un document et un diaporama disponibles sur le site Internet du Cade.

=>[Lire le document](#)

=>[voir ou télécharger le diaporama](#)

➤ **Le refus des 3 communautés de communes des « totems » en mairie.**

La demande de RFF d'installer des "*totems de concertation*" dans les mairies des communes traversées par le projet de LGV a reçu un refus cinglant de la part des 27 maires à l'exception de celui d'Arcangues..

Par courrier daté du 7 septembre 2010, les élus ont signifié que les 3 intercommunalités (Errobi, Nive Adour et Sud Pays Basque) concernées par les nouvelles voies entre Bayonne et la frontière espagnole s'étaient déjà largement positionnées en faveur du "*seul aménagement de la voie existante*".

Ils invitent donc RFF à faire preuve de cohérence : "*actant du fait que nous n'avons jamais été rendus acteurs de la concertation, nous n'envisageons pas que soient installés les totems dans nos mairies*".

Et concluent : "*Il nous semble difficile d'associer l'image de notre commune à un mécanisme de concertation pour lequel nous estimons ne pas avoir été entendus*".

=>[Lettre de réponse des maires à RFF](#)

➤ **Action de Nivelle Bidassoa et du Cade auprès des parlementaires et de Michèle Alliot – Marie.**

Profitant de la discussion prochaine à l'Assemblée et au Sénat du schéma national des infrastructures de transports (SNIT), Nivelle Bidassoa a interpellé nos parlementaires.

A cet effet, un courriel a été envoyé aux 577 députés et 345 sénateurs pour leur demander de voter un moratoire (une suspension provisoire) sur la LGV lors du débat. Conjointement nous leur avons adressé une contribution sur la LGV expliquant en détail les raisons de notre refus de la construction d'une telle infrastructure.

De même, nous avons alerté les secrétaires nationaux aux transports et ceux du développement durable du PS et de l'UMP (Bernard Soulage, Laurence Rossignol, David-Xavier Weiss, François Noël Buffet).

La presse écrite a été informée de notre démarche auprès des parlementaires et un dossier sur la LGV a été remis à différents journaux (L'Express, le Nouvel Observateur, Le Point, Marianne, Le Monde, Libération, Le Parisien, Les Echos, Le Figaro, Médiapart).

Enfin nous avons écrit à Madame Michèle Alliot - Marie pour lui demander de se positionner après la publication du rapport de la "médiatrice".

Toutes ces actions ont été menées au nom du Cade afin de renforcer leur impact.

➤ **La réponse de Michèle Alliot – Marie à notre courrier.**

Cher Monsieur,

J'ai bien reçu votre correspondance du 21 septembre dernier relative au projet de création d'une nouvelle ligne à grande vitesse sur la Côte basque.

Comme vous le savez, ma prise de position et les vives réactions suscitées, ont modifié l'approche de ce dossier essentiel pour l'avenir du Pays basque et des Pyrénées atlantiques. La prise en compte par le Premier ministre de la spécificité environnementale de la Côte basque est une avancée incontestable. En effet, il a été décidé que les études, ainsi que les concertations afférentes à la mise en service d'une nouvelle ligne entre Bordeaux et l'Espagne seront poursuivies afin de répondre « le moment venu » à la saturation de la ligne.

Les conclusions de Madame Meaux ne sont pas une norme mais des indications sur des moyens de limiter l'impact environnemental. Rien n'interdit de les améliorer encore.

Je puis vous assurer que ma position sur ce dossier n'a pas changé : faire la liaison à grande vitesse et préserver l'environnement sensible de la Côte basque.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée et de mon fidèle souvenir.

Michèle ALLIOT - MARIE

➤ **Rousset satisfait de l'abandon de l'étude contradictoire.**

A l'issue d'un accord de coalition à l'issue du premier tour des Régionales, Alain Rousset avait concédé à Europe Ecologie la réalisation d'une contre - étude indépendante afin de reprendre les hypothèses de trafic et d'intégration de RFF.

En juillet dernier, le CADE avait présenté à la presse une première mouture du [cahier des charges](#), élaboré par la Région, dénonçant "**un dossier bétonné par et pour RFF**".

Les élus écologistes ont fait savoir que l'alternative du renforcement de la ligne existante n'était pas sérieusement prise en considération.

"**Réseau ferré de France reste juge et partie dans cette affaire**", estime Monique De Marco, qualifiant la future étude de "**non sincère et partielle**", car ne retenant que la seule construction de la ligne nouvelle, quand est demandé que soit réexaminé le potentiel des voies existantes.

Lundi, face à cette fronde sur le parti pris de la contre - étude, le Président Alain Rousset a préféré lâcher cette étude et faire accélérer le dossier. Une étude qu'il était prêt à payer 200 000€ !

Se déclarant "**très content que cette étude ne se fasse pas**", il a estimé que "**les précédentes études ont montré que l'impact de la voie nouvelle était minime sur les habitations**", mais qu'il fallait rester "**attentifs à l'intégration dans le site**".

=> [Article eith](#)

➤ **Rencontre avec Europe Ecologie à Bordeaux le samedi 25 septembre.**

" De nombreux projets de ligne ferroviaire à grande vitesse (LGV) existent dans nos régions et sont le fruit de nombreuses discussions et manifestations entre politiques et associations :

- Choix de tracé et réaménagement du territoire ?
- Débat sur la vitesse et le temps gagnés ?

• *Financement et réalisation de ces projets ?*

Les élu(e)s Europe Ecologie – Les Verts vous invitent à débattre avec eux sur les projets LGV le 25 septembre"

Telle est l'invitation à laquelle Pantxo Tellier et Pierre Recarte pour Nivelles Bidassoa et Victor Pachon et Martine Bouchet pour le Cade ont répondu.

Le matin une réunion avec de nombreux collectifs et associations opposées à la construction de nouvelles LGV a permis d'arrêter une position commune.

L'après midi, nous étions reçus au siège d'Europe Ecologie par des élus représentant 4 régions : Aquitaine, Midi Pyrénées, Limousin et Poitou Charentes.

Sur la problématique LGV, les écologistes se posent désormais les bonnes questions et ont progressé dans leur réflexion.

Nous les avons écoutés, ils nous aussi entendus. Un échange de points de vue qui nous fait dire que leurs positions sont devenues assez proches des nôtres.

Europe Ecologie a pris 2 engagements :

- *demander et prôner la réfection totale de la ligne Bordeaux - Espagne*
- *ne pas voter dans les 4 régions les crédits à la LGV*

Nous restons attentifs...

➤ **Jean Louis Borloo à Bordeaux le 28 septembre.**

En visite à Bordeaux, le ministre Mr Borloo a confirmé le fuseau de 1000 mètres pour les lignes LGV Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne suite au COPIL de janvier 2010. Pour le Pays basque, il a déclaré que les travaux ne commenceraient que lorsque la ligne actuelle serait saturée, et qu'en attendant les études continuaient.

Nos arguments ont fait du chemin ! Mais concrètement, il n'y a rien de nouveau, car qui jugera de la saturation des voies ? Quand on voit le peu de cas que les décideurs font de toutes les contre - études qui prouvent que la capacité de la ligne est suffisante...

On ne peut pas signer un chèque en blanc à des politiques qui nous ont déjà montré le peu de cas qu'ils font des études sérieuses, et la facilité avec laquelle ils sont prêts à dépenser l'argent public sur des projets inutiles.

La mobilisation doit continuer jusqu'au retrait du projet, qui sera le seul garant contre des décisions politiques aléatoires.

=> [Article eitb](#)

➤ **Les réactions aux propos du ministre.**

- Victor Pachon du Cade : *"Le ministre joue sur la confusion, pour endormir les opposants au projet, alors que les études continuent et que rien n'empêchera RFF de commencer les travaux"*. Les *"propos de marchand de sable"* du ministre de l'Ecologie sont *"insuffisants"*. *"Il faut maintenant choisir"*.

(=> [Tribune Libre de V Pachon](#))

- Pour Alain Rousset, il n'y a pas de doute à avoir : *"la ligne se fera de toute façon au Pays basque sans quoi l'Europe ne financera pas"*. Autrement dit pour obtenir le financement de l'Europe (15% de l'investissement) il est prêt à saccager notre pays !

- Pour Jean Grenet : *"Une tempête dans un verre d'eau". "M. Borloo a affirmé être pour le maintien de la ligne existante jusqu'à saturation, mais reste à savoir quand aura lieu cette saturation ? On sait que pour les opposants c'est en 2 060 et que pour RFF, comme pour moi, c'est en 2 020. Le train d'Hendaye - Bayonne est un "tortillard", ce bouchon ferroviaire doit disparaître".*

➤ **Vote du protocole de financement de la LGV Tours Bordeaux par le Conseil régional, le 25 octobre.**

Les élus de la région Aquitaine ont voté la délibération autorisant leur président, Alain Rousset (PS), à signer la convention de financement et de desserte.

Cela engage la région à verser 306.381.566 millions d'euros entre 2011 et 2018.

Au total, les collectivités aquitaines apporteront 12,56% des 6,7 milliards d'euros d'investissement que représente cette LGV.

Europe Ecologie, le Front de gauche ont voté contre.

Jean-Jacques Lasserre, vice-président au conseil général des Pyrénées atlantiques, est le seul élu Modem à avoir voté contre cette délibération.

➤ **La conférence de presse du Cade et des associations anti LGV le 27 octobre à Bayonne :**

- Annonce des assises du transport.
- Financement de la LGV Bordeaux Tours dénoncé comme une « arnaque » (Vinci ne finance plus que 29% contre 50% attendus mais perçoit les péages ferroviaires pendant 44 ans).
- Argumentation contre de nouvelles LGV et « la fin du modèle TGV ».
 - => [Article AFP](#)
 - => [Voir la vidéo](#)

➤ **Le CADE tient des réunions publiques au Pays Basque intérieur d'octobre à décembre.**

Le but est de sensibiliser d'autres villages du Pays basque (Mauléon, Hasparren, St Jean Pied de Port, Cambo, Ascain, St Pée...) aux méfaits de la construction d'une nouvelle LGV.

➤ **Les Assises du transport au Pays basque** organisées par UDE.

Elles se sont tenues à Ustaritz le 30 octobre, au programme : l'évolution des transports après le Grenelle de l'environnement et la politique européenne des transports. L'occasion d'accueillir Paolo Prieri, l'un de nos amis italiens, membre actif du mouvement « No TAV » Ce mouvement s'oppose depuis de nombreuses années à la LGV Lyon Turin dans le Val de Suse.

➤ **Les tracés à l'intérieur des fuseaux.**

RFF a envisagé plusieurs hypothèses de tracés à l'intérieur des fuseaux. Ces tracés sont consultables à la mairie ou sur le site internet : <http://www.villefranque.fr/>. Vous pouvez aussi consulter le site du Cade : => [Les tracés Ascain Urrugne Biriadou](#)

➤ **Gel des terrains et des biens à l'intérieur des fuseaux.**

Un arrêté préfectoral oblige de consulter RFF, **pendant 10ans**, pour avis sur toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme et les transactions immobilières => [Article PB Info](#)

➤ **Réunion d'information à Urrugne le 12 novembre.**

Près de 200 personnes, à Posta, pour écouter Nivelles Bidassoa marteler les raisons de s'opposer à ce projet de LGV, dénoncer la soit disant saturation des voies actuelles, « l'arnaque » du financement de la Tours Bordeaux. Un public attentif à l'annonce des sondages géologiques prochains et à la façon de faire respecter la loi.

Au cours de cette réunion, Odile de Coral, maire d'Urrugne et Didier Picot, conseiller, nous ont informé de leurs actions au sein de la communauté de communes notamment sur le plan juridique (avec l'aide du cabinet de Corine Lepage) et sur le plan de la communication à l'échelon national.

Madame le Maire nous a informé qu'elle avait reçu les simulations phoniques réalisées par RFF. Les nuisances engendrées par la LGV, sur la commune, sont extrêmement perturbantes: sur une première planche, elle a relevé plus de 150 maisons très impactées. Elle n'a pas encore fait le comptage pour les quartiers Mendixoko, Kurleku, etc...

Un appel à la mobilisation pour le 11 décembre à Bayonne a été lancé.

➤ **A lire dans la presse quelques articles intéressants :**

• "LGV : Comment lire entre les lignes" => [JPB](#)

• "La SNCF multiplie les voies d'un TGV rentable" => [Challenges](#)

➤ **Réunion à Ascain le 26 novembre à 20H au Mur à gauche.**

Cette réunion est organisée conjointement par les associations et la Communauté de communes Sud Pays basque.

Venez nombreux pour montrer aux politiques et aux médias que nous restons mobilisés et déterminés.

Ils étaient 1200 à St Pierre d'Irube, il faut faire aussi bien !

➤ **Grande manifestation le 11 décembre à Bayonne
Point de rendez-vous/ 15 Heures à Lauga**

à l'initiative des associations et des élus en lutte contre les projets absurdes de LGV

Le même jour, dans d'autres villes de France mais aussi en Europe (Espagne, Allemagne Italie) d'autres manifestations auront lieu.

Nous sommes tous concernés par le projet de construction de la LGV que nous habitons sur, à proximité ou loin du tracé !

Ce projet est inutile, ruineux, incohérent, destructeur de notre environnement

Nous ne sommes pas écoutés, pas consultés. Les études sont contradictoires, les chiffres truqués, les prévisions fantaisistes.
Les déclarations confuses et trompeuses de J.L. Borloo ne nous satisfont pas car les études continuent...

Seule une détermination forte et une mobilisation massive arrêteront le projet
Rendez vous à Bayonne le 11 décembre, 15h à Lauga
Mobilisez familles, voisins, amis...

Bus organisés au départ d'Urrugne: se renseigner à la mairie tél. 05 59 47 44 44

Nous devons être encore plus nombreux qu'à Hendaye !

La mobilisation finira par payer !

- **Ralliez de nouvelles personnes à notre cause et faites les adhérer à Nivelles Bidassoa =>[Bulletin d'adhésion](#)**
- Signez et faites signer à vos parents et amis. =>[la pétition](#)
- Demandez nous banderoles et autocollants pour pavoiser vos maisons, vos propriétés, celles de vos voisins et vos voitures.

NIVELLE BIDASSOA
Association loi de 1901
w641001523 nivellebidassoa@gmail.com
Siège social chez M. Pantxo Tellier
770 chemin Kampobaïta
64122 URRUGNE

BULLETIN D'ADHESION

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL : VILLE :
Adresse électronique :
.....

(Écrire lisiblement, merci d'avance)

Joindre un chèque de 10€ pour une cotisation annuelle

